LE Roi s'étant fait représenter, en son Conseil, les procédures faites au Baillage de Tours, les II. & 12. de ce mois contre le Sr. Petard, Curé de la Paroisse de Saint Pierre le Puellier, de la même Ville, au sujet du refus par lui fait d'administrer les Sacremens au Sr. Maignier, Prêtre, demeurant dans sa Paroisse ; Sa Maj. n'a pu voir, sans étonnement, que les Officiers de ce Baillage aient entrepris de connoître des causes de ce refus, au lieu de renvoyer la partie intéressée par-devant le Supérieur Ecclésiastique, suivant la règle établie par l'Article XX XIV. de l'Edit du mois d'Avril 1695, concernant la Jurisdiction Ecclésiastique, qui réserve aux Evêques le droit de connoître des Sacremens & autres causes purement spirituelles, ainsi que Sa Majesté l'a ordonné plusieurs fois en pareil cas, & qu'ils aient ôsé enjoindre de leur autorité audit Curé, de porter audit Maignier les Sacremens.

L'entreprise de ces Officiers est d'autant plus téméraire, qu'ils n'ignoroient pas que le refus fait par le Curé étoit autorisé par une défense formelle qui lui avoit été faite par le Sieur Archevêque de Tours, de porter les Sacremens au malade, tant qu'il persévérerait dans ses sentimens ; cette défense étant annexée à l'interrogatoire sur lequel le Curé de Saint Pierre le Puellier a été décrété de prise de corps & en sorte qu'ils se sont établis Juges, non seulement de la conduite du Curé, mais encore de celle de leur Archevêque, & que d'ailleurs ils ne se sont point conformés à ce qui leur est prescrit par l'article V. de l'Arrêt rendu par le Roi en son Conseil, le 29. Avril dernier, qu'ils ont affecté de ne pas connoître. Ces motifs seuls, sans entrer dans le détail des irrégularités qui se trouvent dans la procédure dont il s'agit, suffisent pour déterminer Sa Maj. à ne pas la laisser plus long-tems subsister.